

■ Polémique

Rue de la République : la Ville veut rassurer

« C'est un mauvais coup politique, un coup d'épée dans l'eau ». Avec son langage imagé bien à lui, Gérard Chenoz, conseiller municipal et communal UMP en charge du projet centre-ville, a ainsi répondu, hier, aux critiques de Patrick Mennucci, vice-président PS de la Région, concernant la réhabilitation de la rue de la République, avec Eurazeo et

Marseille République (Lone Star) comme opérateurs privés (notre édition d'hier). Avant même la mise au point (prévue demain) de Jean-Claude Gaudin et Renaud Muse-

lier, le maire et son Premier adjoint tous deux à la tête d'Euroméditerranée, Gérard Chenoz a tenu à démontrer "l'incompétence et la provocation" de la Région, qui menace de se retirer du projet si les conditions de relogement des locataires ne sont pas éclaircies.

"Plus les loyers (des appartements rénovés) seront bas, plus la subvention (allouée aux propriétaires pour faire les travaux)

sera élevée. Par conséquent retirer la subvention, c'est inciter les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers libres, et donc jouer contre les familles modestes de la rue de la République".

L'opération programmée d'amélioration de l'habitat de la rue de la République a pour but de réhabiliter 5 200 logements (détenus pour moitié par de petits propriétaires et pour l'autre par Eurazeo et Lone Star), jusqu'en 2008, selon une convention Etat, Euromed, Ville, Département, Région et Caisse des Dépôts et Consignation. Pour l'heure, 650 logements sont subven-

tionnés. "Eurazeo et Marseille République respecteront leurs engagements, à savoir créer un tiers de logements à loyer social, un tiers à loyer intermédiaire et un tiers à loyer libre", insiste Gérard Chenoz, ajoutant que "le relogement se fera au maximum dans le périmètre. On ne veut pas de mouvement de population".

Laurent LEONARD



L'UMP Gérard Chenoz dénonce la "provocation" du Conseil régional PS. Photo Bruno SOUILLARD